



L'ÉLEVAGE PASTORAL AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST : 5 IDÉES RECUES A L'ÉPREUVE DES FAITS

L'élevage pastoral est souvent perçu de façon négative en Afrique de l'Ouest. Ce bulletin de synthèse interroge certaine des idées couramment répandues sur ce système d'élevage. Il est issu d'une note réalisée par Inter-réseaux dans le cadre du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS).

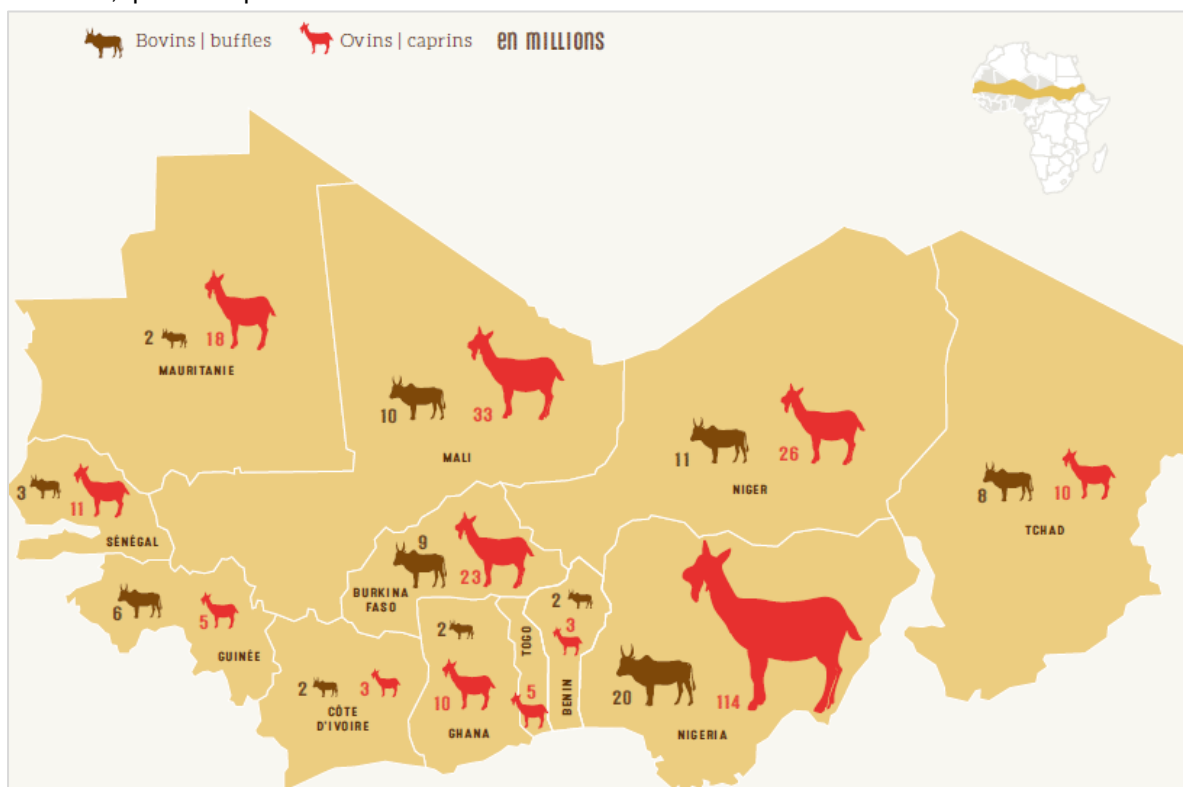
Idée reçue n°1 : Le pastoralisme est l'affaire du seul Sahel

L'élevage est mobile partout. Dans la majorité des systèmes d'élevage d'Afrique de l'Ouest, y compris dans les pays côtiers, les troupeaux sont mobiles. L'existence de vastes zones semi-arides rend difficile d'envisager l'élevage que sédentaire.

Les systèmes d'élevage convergent vers l'agropastoralisme. Les agriculteurs des zones cotonnières intègrent des animaux dans leur système de production. Ces animaux partent en transhumance, pendant plusieurs mois et sur de

longues distances. Parallèlement, les familles d'éleveurs ont tendance à se sédentariser et à développer des activités agricoles, tout en gardant leurs troupeaux mobiles.

Les pasteurs sont plus que des éleveurs. L'élevage dit pastoral est ainsi un système mêlant plusieurs activités : agriculture, commerce, métiers para-vétérinaires, prestations de service agricole, transport de marchandises ou de personnes.



Carte : Nombre de bovins, buffles, ovins et caprins en Afrique de l'Ouest (d'après Faostat, 2017)

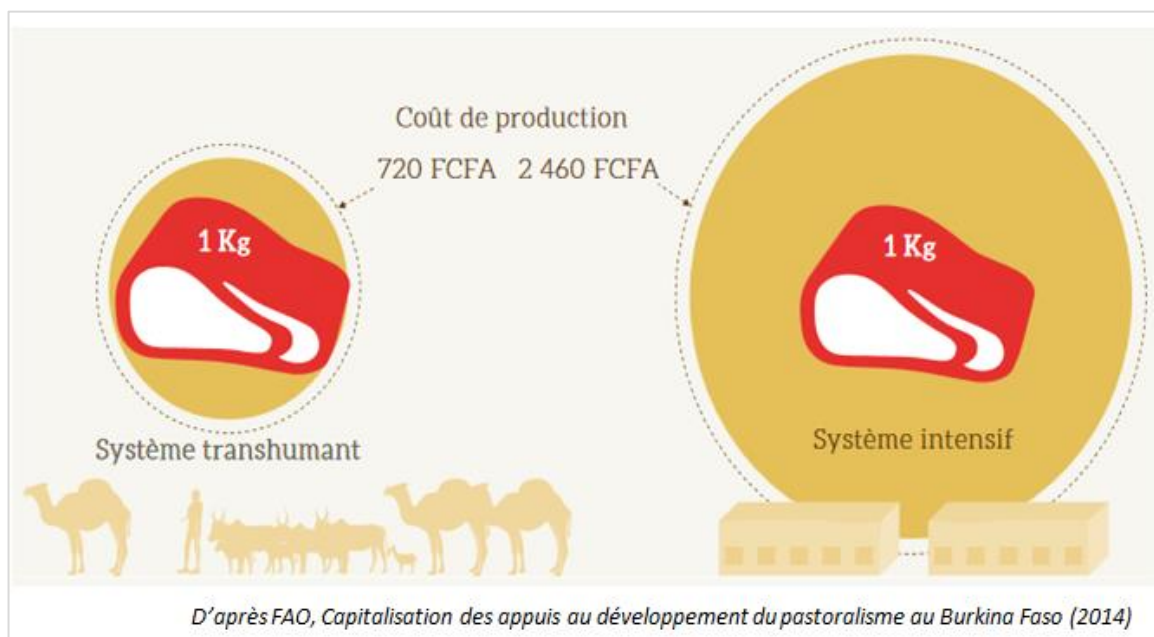
Idée reçue n°2 : L'élevage mobile est moins performant

L'élevage mobile est productif. Contrairement à une idée répandue, l'élevage mobile est plus productif que l'élevage sédentarisé en Afrique de l'Ouest. La productivité à l'hectare des systèmes mobiles est même supérieure à celle des ranchs aux Etats-Unis ou en Australie. Certes, les systèmes sédentarisés sont plus productifs si on considère la production animale par tête de bétail mais cette productivité a des coûts économiques, sociaux et environnementaux élevés.

La mobilité est au cœur de la productivité. En se déplaçant, les troupeaux tirent profit de ressources fourragères qui varient d'un lieu à l'autre au cours de l'année. La mobilité est aussi essentielle dans le cycle de la production et de la commercialisation : le convoi à pied permet de finir progressivement les animaux en leur apportant au cours du trajet les

aliments dont ils ont besoin. La mobilité est aussi une réponse efficace aux nombreux risques auxquels les éleveurs sont confrontés.

La sédentarisation des troupeaux amplifie les risques environnementaux par la pression continue des animaux sur les ressources fourragères. La mobilité permet de limiter ces pressions, en évitant le surpâturage et le sous-pâturage. D'après des recherches récentes, les systèmes pastoraux émettraient moins de méthane que les normes régionales utilisées. Au-delà de ces considérations, sédentariser les troupeaux en Afrique de l'Ouest est difficilement envisageable. En zone aride, l'eau et l'alimentation animale ne sont pas disponibles toute l'année. En zone agropastorale, la concurrence foncière avec les agriculteurs est déjà très forte.



Graphique : Coût de production de la viande dans les systèmes transhumant et intensif

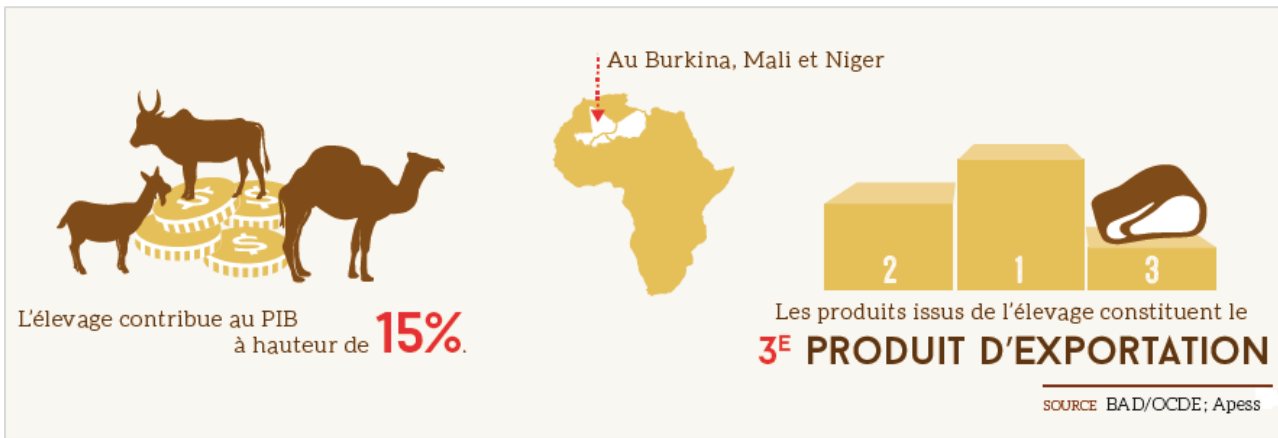
Idée reçue n°3 : L'élevage mobile contribue peu aux économies nationales

L'élevage est une activité économique majeure. Il contribue fortement au PIB des États ouest-africains et surtout sahéliens. Il est l'une des principales sources de revenus dans la balance commerciale de ces pays. Il alimente toute une partie de l'économie au-delà de la production : industrie de la viande et du lait ; fumure (fertilisation des sols) ; énergie (transport, exhaure de l'eau, culture attelée) ; production des cuirs et de la laine.

Les éleveurs transhumants contribuent à l'économie de leurs territoires de transit. Ils vendent et achètent des biens lors de leurs déplacements mais paient aussi de nombreuses taxes. De gros marchés se sont développés dans les espaces transfrontaliers, générant de nombreuses activités économiques et des ressources fiscales importantes pour les collectivités locales.

Exporter des carcasses congelées n'est pas mieux que des animaux vivants. L'exportation d'animaux vivants permet d'approvisionner les marchés des pays côtiers en viande de qualité à bas prix, tout en faisant vivre des milliers de personnes tout le long de la filière. De plus, de

nombreux acheteurs se basent sur l'aspect de l'animal vivant pour estimer la qualité du produit. La production de carcasses congelées serait par ailleurs en grande partie destinée à un marché sur lequel la concurrence avec d'autres pays (Brésil, Irlande) sera rude.



Graphique : Contribution de l'élevage au PIB et aux exportations au Burkina Faso, Mali et Niger

Idée reçue n°4 : L'élevage pastoral divise la région

L'élevage mobile est la principale activité rurale du Sahel. La mobilité de l'élevage est associée à des conflits parfois très violents. En grande partie liés à une pression accrue sur les ressources et à des entraves à la mobilité des troupeaux, ces conflits conduisent de nombreux décideurs à vouloir sédentariser l'élevage. Or seule la mobilité permet la mise en valeur de vastes territoires non adaptés aux cultures, dans lesquels peu d'autres activités rémunératrices licites existent.

renouvelés. Ces relations sont en partie basées sur des échanges importants entre communautés. Avec le développement de systèmes intégrant agriculture et élevage, ces liens se sont néanmoins réduits.

La mobilité des troupeaux entraîne des liens forts entre communautés car elle n'est possible que grâce à des réseaux sociaux sans cesse

L'élevage transhumant est un important facteur d'intégration régionale. Les produits issus de l'élevage sont le premier poste des échanges de produits agroalimentaires et le second poste des échanges commerciaux de la région. Des centaines de milliers d'animaux franchissent les frontières des pays sahéliers pour approvisionner les marchés des pays côtiers.

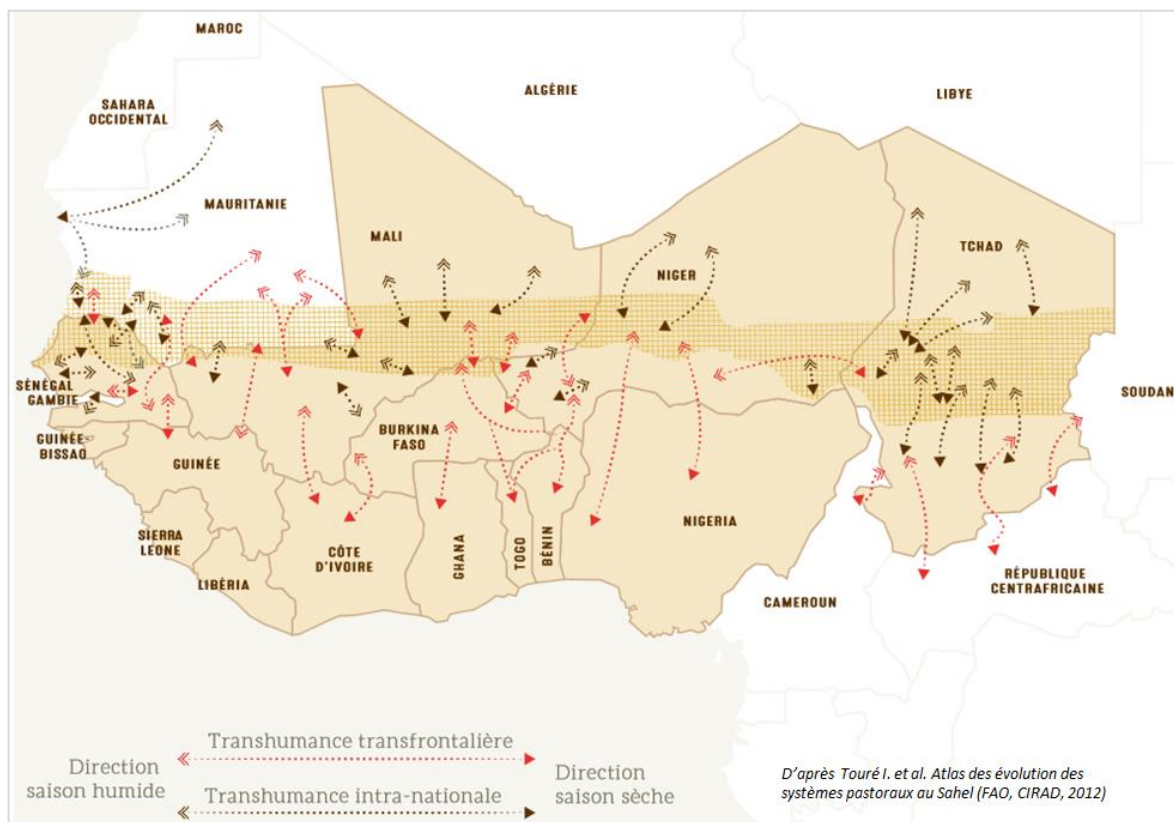


Schéma : quelques interactions entre transhumants et sédentaires

Idée reçue n°5 : La transhumance des troupeaux n'est que transfrontalière

La mobilité des troupeaux est aussi locale. Des déplacements quotidiens de quelques kilomètres permettent d'exploiter les pâturages de proximité. Cette mobilité locale, clé pour l'alimentation des animaux, n'est pas simple à gérer. Créer des couloirs de passage ne permet pas de la sécuriser, ni de correspondre aux réalités des éleveurs dont les parcours changent en permanence.

La mobilité des éleveurs n'est pas figée. Les voies empruntées sont dynamiques et évoluent en fonction des opportunités (présence de points d'eau, liens sociaux) et des contraintes (insécurité civile, crises sanitaires). Au cours des dernières années, les transhumances se sont allongées vers le Sud.



Carte : Transhumances intra-nationales et transhumances transfrontalières en Afrique de l'Ouest en 2013

CONCLUSION : Quels défis pour demain ?

Avec la croissance de la population et des cheptels et l'essor de ranchs privés, de promoteurs immobiliers, et d'industries extractives, la **concurrence pour l'accès aux ressources** augmente et génère des conflits parfois violents. **Le changement climatique** accroît ces pressions et les risques climatiques. La **demande en produits animaux** devrait doubler d'ici 20 ans, avec des attentes fortes en termes de qualité. A long terme, le recours aux importations extrarégionales se révèle coûteux et risqué.

Répondre à ces défis nécessite la mise en place de **politiques adaptées et cohérentes** à l'échelle régionale. Celles-ci devront intégrer plusieurs outils : services de santé animale, structures de transformation et de commercialisation, réseaux de puits et de forages, cadres de prévention et de gestion des conflits, prévention et gestion des crises climatiques, etc. Elles devront aussi préserver la **mobilité, qui est la clé de voûte de systèmes d'élevage productifs et durables dans la région.**

Nous vous invitons à lire la note à l'origine de cette synthèse ici : http://inter-reseaux.org/IMG/pdf/int-17-broch-pastoralismep9_vf.pdf. Cette note a été produite dans le cadre du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS) soutenu par le CILSS, la CEDEAO, l'UEMOA et la Banque mondiale.

Inter-réseaux est notamment soutenu par l'Agence française de développement et SOS Faim Luxembourg.